

**Intervention du ministre des Affaires étrangères, N. Dendias
à la conférence en ligne de l'Hellenic Society
de la London School of Economics and Political Science
6 mars 2021**

Cher Professeur, M. Economides,
Mesdames et Messieurs,

J'aimerais remercier la Hellenic Society de la LES de m'avoir invité à cette conférence virtuelle. J'espère très sincèrement que nous pourrons, dans un avenir proche, participer, et pas seulement virtuellement, à une prochaine manifestation qui sera organisée par l'université dans laquelle j'ai étudié.

Cependant, comme la plupart d'entre vous le savez très bien, notamment les étudiants en relations internationales, la politique étrangère d'un pays, quel qu'il soit, petit ou grand, est façonnée dans un environnement international spécifique qui génère aussi bien des contraintes que des opportunités. L'objectif des priorités de la politique étrangère est de s'adapter à cet environnement et d'exercer une influence sur celui-ci, dans la mesure du possible, vers une direction bien précise. La Grèce n'est pas une exception à cette règle.

Telles que les choses se présentent à l'heure actuelle, je pense à trois facteurs variables essentiels qui affectent les priorités de la politique étrangère grecque ainsi que deux facteurs stables qui déterminent son orientation et ses objectifs.

Permettez-moi d'évoquer très brièvement les trois facteurs variables :

Premièrement, la dynamique changeante qui est créée suite à la présence des puissances traditionnelles et émergentes en Europe et dans le monde. Je me réfère aux Etats-Unis sous le nouveau gouvernement qui cherchent à consolider leur empreinte mondiale, aux puissances émergentes comme la Chine ou l'Inde, la plus grande république, la Russie et bien naturellement la Grande Bretagne globale de l'ère post-Brexit.

Deuxièmement, l'instabilité croissante en Méditerranée orientale, causée en majeure partie par les actions de la Turquie. À cet égard, j'aimerais souligner qu'en dépit du calme relatif et apparent régnant en Egée au cours des deux mois derniers, d'un côté nous voyons que la rhétorique agressive de la part de la Turquie se poursuit, ainsi que les actions visant à saper les efforts afin d'instaurer un climat de confiance. D'un autre côté, nous observons que la Turquie poursuit ses actions agressives dans la région élargie. Y compris à Chypre, en Irak, en Libye et en Syrie, des pays souverains sur lesquels des forces militaires turques se sont déployées de manière illégale.

Troisièmement, les changements lents, mais certes importants qui ont lieu dans le voisinage direct de la Grèce, les Balkans occidentaux vers le nord et le Moyen-Orient vers le Golfe et le sud. Dans ce contexte, j'aimerais souligner les aspirations d'adhésion à l'UE des pays des Balkans occidentaux. Un processus qui avance sur une voie semée d'embûches. J'aimerais souligner également l'alignement du Moyen-Orient, notamment via la signature des Accords d'Abraham et les efforts déployés par des pays de la région afin de mettre fin aux conflits permanents.

Malgré les profondes perturbations que connaît l'environnement mondial, il est important de se remémorer les deux piliers de la politique étrangère grecque. À savoir : un engagement solide en faveur du droit international, conventionnel et coutumier, et en particulier des objectifs et principes de la Charte des Nations Unies. Et un engagement en faveur du multilatéralisme, à l'image de l'engagement pris par la Grèce vis-à-vis du projet de l'intégration européenne. Sans oublier sa participation à un grand nombre d'organisations internationales et régionales, dont l'OTAN, l'OSCE, le Conseil de l'Europe, etc.

Sur la base de ces paramètres fondamentaux, nos priorités peuvent se résumer en ces trois « p » : paix, prospérité et partenariats. Permettez-moi de les expliquer brièvement.

Tout d'abord, la paix. La Grèce cherche à promouvoir la paix dans la région élargie et à résoudre tout différend demeuré en suspens sur la base des règles internationales. Celles-ci incluent la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, qui reflète le droit international coutumier. Dans ce contexte, la Grèce a conclu des accords sur la délimitation des zones économiques exclusives avec l'Italie et l'Égypte l'année passée et a convenu avec l'Albanie de renvoyer la question devant la Cour internationale de justice de la Haye. Nous espérons que nous pourrions résoudre ce différend et procéder à la délimitation de la ZEE et du plateau continental qui constitue notre seul différend avec la Turquie, sur la même base, à savoir celle du droit international. Dans cet esprit, la Grèce a salué la réouverture des discussions exploratoires avec la Turquie. Nous espérons très sincèrement que ces discussions se poursuivront dans un environnement positif dénué de déclarations et de provocations qui pourraient les saper.

Deuxièmement, la prospérité. La Grèce a adhéré à ce qui était alors la CEE il y a quarante ans. Cette adhésion a constitué un pas fondamental en avant vers la stabilité et la prospérité du pays. Nous déployons tout effort possible pour soutenir le processus d'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE, sur la base de la conditionnalité et des performances de chaque pays séparément. Par ailleurs, notre objectif est de renforcer les relations entre les pays de notre voisinage élargi afin de créer un environnement qui permettra la coopération multilatérale dans toute une série de questions. Du commerce, l'énergie, y compris les sources d'énergie renouvelables et le tourisme, jusqu'à l'éducation, en passant par le dialogue interreligieux et la protection civile. L'objectif de la Grèce est de devenir un pont entre le Moyen-Orient, le Golfe et les Balkans, d'un côté, et le reste de l'Europe de l'autre.

Tel a été l'objectif principal que nous nous sommes fixés lorsque nous avons organisé le Forum Philia à Athènes, il y a deux semaines, qui rassemble, jusqu'à présent, sept pays d'Europe, du Moyen-Orient et du Golfe.

Dernier point, et non des moindres, les partenariats. Au-delà de ses voisins directs, la Grèce cherche à promouvoir d'avantage et à renforcer ses liens avec ses partenaires traditionnels, à commencer par le Royaume-Uni et les États-Unis. Mais nous voulons également bâtir un partenariat réaliste avec la Russie, un pays qui, avec la France et la Grande-Bretagne, a joué un rôle crucial dans la guerre de l'indépendance de la Grèce il y a 200 ans.

Mon ambition est de construire également des relations avec d'autres puissances émergentes, à commencer par l'Inde, dont nous avons négligé les relations pendant très longtemps. Nous voulons également élargir nos contacts avec d'autres régions du monde. Y compris l'Asie, bien entendu, où nous cherchons à développer nos relations avec des pays comme la Chine et le Japon, l'Afrique sub-saharienne et l'Amérique latine.

Aujourd'hui, plus que jamais, les défis mondiaux nécessitent des solutions mondiales. La Grèce a l'ambition de contribuer activement à ce projet.

Il est toujours difficile de résumer tout ce que nous faisons en quelques minutes. Mais je voulais vous donner un aperçu global de notre diplomatie multi-niveaux.